

Ordonnance sur les émoluments en matière d'état civil (OEEC)

du 27 octobre 1999 (Etat le 28 décembre 2000)

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 48 du code civil (CC)¹,

vu l'art. 4 de la loi fédérale du 4 octobre 1974 instituant des mesures destinées à améliorer les finances fédérales^{2,3}

arrête:

Art. 1 Principe et champ d'application

¹ La présente ordonnance règle les émoluments perçus par les officiers de l'état civil, les autorités de surveillance des cantons et de la Confédération et les représentations de la Suisse à l'étranger dans la mesure où ces autorités effectuent des opérations d'état civil. Elle règle en outre les émoluments perçus par l'Office fédéral de l'état civil pour la communication des données relatives à l'ascendance d'enfants conçus grâce à un don de sperme (art. 26 de l'O du 4 déc. 2000 sur la procréation médicalement assistée⁴).⁵

² Les débours font l'objet d'un décompte séparé; en règle générale, ils sont perçus en même temps que l'émolument.

Art. 2 Assujettissement

¹ Est tenu d'acquitter un émolument:

- a. celui qui sollicite une prestation au sens de l'art. 1;
- b. celui à qui profite une opération effectuée d'office;
- c. celui qui, par sa faute, rend nécessaire une opération supplémentaire.

² Si l'émolument requis pour une prestation est à la charge de plusieurs personnes, celles-ci en répondent solidairement.

RO 1999 3480

¹ RS 210

² RS 611.010

³ Nouvelle teneur selon l'art. 27 de l'O du 4 déc. 2000 sur la procréation médicalement assistée (RS 814.902.2).

⁴ RS 814.902.2

⁵ Phrase introduite par l'art. 27 de l'O du 4 déc. 2000 sur la procréation médicalement assistée (RS 814.902.2).

Art. 3 Exemption d'émolument

¹ Les autorités et les institutions de la Confédération, des cantons et des communes sont exemptées de tout émolument à moins que la prestation sollicitée ne soit fournie dans l'intérêt direct d'un particulier. Sont réservés d'autres cas d'exemption prévus par le droit fédéral.

² Les cantons peuvent prévoir d'exempter de tout ou partie des émoluments relatifs à la préparation et à la célébration du mariage les fiancés dont l'un au moins est domicilié dans l'arrondissement de l'état civil concerné par l'opération.

Art. 4 Tarifs applicables

Les émoluments sont fixés:

- a. dans l'annexe 1 s'agissant des prestations qui relèvent en premier lieu de la compétence des officiers de l'état civil;
- b. dans l'annexe 2 s'agissant des prestations qui relèvent en premier lieu de la compétence des autorités cantonales de l'état civil;
- c. dans l'annexe 3 s'agissant des prestations des représentations de la Suisse à l'étranger;
- d. dans l'annexe 4 s'agissant des prestations de l'Office fédéral de l'état civil.

Art. 5 Calcul de l'émolument

¹ Lorsque les émoluments sont calculés d'après la durée de l'opération, toute fraction de demi-heure compte pour une demi-heure.

² Lorsque les émoluments sont calculés selon le nombre de page, toute fraction de page compte pour une page.

³ Lorsque l'ordonnance fixe une fourchette, l'émolument est calculé en fonction notamment du temps employé, de la complexité et de l'importance de l'affaire ainsi que de l'intérêt et de la faute de l'assujetti.

Art. 6 Supplément

¹ L'émolument peut être majoré:

- a. de 50 % au plus lorsque la demande doit être traitée de manière urgente;
- b. de 100 % au plus lorsqu'une opération doit être exécutée entre 20 heures et 7 heures, le dimanche ou un jour légalement férié, ou qu'elle requiert un travail particulièrement important.

² La perception d'un supplément doit être motivée et faire l'objet d'un décompte séparé.

Art. 7 Débours

¹ Sont réputés débours les frais supplémentaires afférents à une prestation donnée, notamment:

- a. les frais de port et de télécommunication;
- b. les frais de déplacement et de transport;
- c. les frais relatifs aux travaux effectués par d'autres autorités ou confiés à des tiers, en particulier les honoraires des experts, des interprètes et des traducteurs;
- d. les coûts relatifs à l'obtention des informations et documents nécessaires;
- e. les frais de location d'une salle des mariages autre que la salle des mariages ordinaire.

² Les autorités et les institutions exemptées du paiement des émoluments selon l'art. 3 paient les débours. Font exception les sommes minimales et les frais énumérés à l'al. 1, let. a, lorsqu'ils sont causés par une communication directe entre fournisseur et bénéficiaire de la prestation.

Art. 8 Devis et décompte des frais

¹ Tout intéressé peut demander un devis des émoluments et débours qu'il aura vraisemblablement à acquitter.

² Il peut demander avec la facture finale un décompte des frais mentionnant précisément les rubriques du tarif appliquées.

Art. 9 Avance et facture intermédiaire

L'assujetti peut être astreint au versement d'une avance appropriée sur l'émolument et les débours ou au règlement d'une facture intermédiaire.

Art. 10 Décision d'émolument et voies de droit

¹ L'émolument est fixé sitôt la prestation fournie.

² Cette décision peut être déférée à l'unité administrative supérieure. Les art. 19 et 20 de l'ordonnance du 1^{er} juin 1953 sur l'état civil (OEC)⁶ sont applicables.

³ Les décisions relatives aux émoluments perçus pour la communication des données contenues dans le registre des donneurs de sperme peuvent faire l'objet d'un recours conformément à la loi du 18 décembre 1998 sur la procréation médicalement assistée^{7, 8}.

⁶ RS 211.112.1

⁷ RS 814.90

⁸ Introduit par l'art. 27 de l'O du 4 déc. 2000 sur la procréation médicalement assistée (RS 814.902.2).

Art. 11 Délai de paiement

Pour payer l'émolument, l'assujetti dispose d'un délai de 30 jours à compter de l'entrée en force de la décision.

Art. 12 Encaissement

¹ Les émoluments peuvent être perçus contre remboursement lorsque l'assujetti y consent ou que les circonstances le justifient.

² A l'étranger, les émoluments sont payables dans la monnaie locale. Le cours de change est fixé par les représentations selon les instructions du Département fédéral des affaires étrangères.

Art. 13 Réduction ou remise d'émoluments

L'émolument et les débours peuvent être réduits ou remis pour de justes motifs, notamment:

- a. lorsque l'assujetti est dans le besoin;
- b. lorsque la prestation sollicitée sert l'intérêt public ou un but d'utilité publique;
- c. pour les simples renseignements, les travaux de peu d'importance et les lettres de médiation.

Art. 14 Exécution

Les décisions d'émolument sont assimilées dans toute la Suisse à des jugements au sens de l'art. 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite⁹.

Art. 15 Prescription

¹ La créance en paiement de l'émolument se prescrit par cinq ans.

² La prescription est interrompue par tout acte administratif invoquant la créance auprès de l'assujetti.

Art. 16 Adaptation des émoluments à l'évolution des prix

¹ Le Département fédéral de justice et police adapte les émoluments à l'évolution des prix, en règle générale tous les quatre ans pour le début de l'année civile.

² Il procède plus tôt à l'adaptation des émoluments lorsque l'indice suisse des prix à la consommation a varié de plus de 5 % par rapport à la dernière indexation.

³ Les émoluments sont arrondis aux 5 francs supérieurs ou inférieurs.

⁹ RS 281.1

Art. 17 Modification du droit en vigueur

1. L'ordonnance du 30 octobre 1985 instituant des émoluments pour les prestations de l'Office fédéral de la justice¹⁰ est modifiée comme suit:

Art. 1, al. 1, let. d

Abrogée

Art. 2

...

Art. 5, al. 3

Abrogé

Annexe

Abrogée

2. L'ordonnance du 30 janvier 1985 sur les émoluments à percevoir par les représentations diplomatiques et consulaires suisses¹¹ est modifiée comme suit:

Art. 18, al. 3

...

3. L'ordonnance du 1^{er} juin 1953 sur l'état civil¹² est modifiée comme suit:

Chapitre XIII (Art. 178 à 180)

Abrogés

Art. 18 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

¹⁰ RS **172.041.14**. La disposition mentionnée ci-dessous est insérée dans ladite ordonnance.

¹¹ RS **191.11**. La disposition mentionnée ci-dessous est insérée dans ladite ordonnance.

¹² RS **211.112.1**

Annexe I
(art. 4, let. a)

Emoluments pour les prestations des offices de l'état civil

I. Divulgence de données de l'état civil

L'émolument comprend à chaque fois la demande éventuelle d'autorisation de divulgation adressée par l'office de l'état civil à l'autorité cantonale de surveillance ou à l'Office fédéral de l'état civil

		Francs
<i>1</i>	<i>Extraits de registres, complets ou abrégés, établis sur formule suisse ou internationale</i>	
1.1	Acte de naissance	25
1.2	Acte de décès	25
1.3	Acte de mariage	25
1.4	Acte de reconnaissance	25
1.5	Certificat individuel d'état civil	25
1.6	Acte de famille	
1.6.1	– Emolument de base	25
1.6.2	– Par personne supplémentaire autre que le titulaire du feuillet du registre des familles, en sus	5
<i>2</i>	<i>Attestations et certificats</i>	
2.1	Confirmation du droit de cité	30
2.2	Attestation	30
2.3	Certificat	30
<i>3</i>	<i>Copies d'inscriptions</i>	
3.1	Copie complète d'une inscription figurant dans un registre spécial	40
3.2	Copie reproduisant les mentions marginales relatives aux changements de prénom	40
3.3	Copie complète d'un feuillet du registre des familles	
3.3.1	– Emolument de base	40
3.3.2	– Par personne supplémentaire autre que le titulaire du feuillet du registre des familles, en sus	5
<i>4</i>	<i>Copies de pièces justificatives et de traductions, y compris le certificat de conformité à l'original</i>	
4.1	Pour la première page	30
4.2	Dès la deuxième page, par page	2
<i>5</i>	<i>Livret de famille</i>	
5.1	Livret de famille pour époux ou pour personne seule (remise du document original, d'un duplicata ou d'un exemplaire de substitution)	30

Francs

L'émolument concerne la remise d'un livret de famille standard; lorsqu'une édition spéciale est offerte, un supplément correspondant à la différence des coûts de production peut être réclamé aux intéressés à titre de débours.

- 5.2 Vérification et éventuelle mise à jour du livret de famille effectuées indépendamment de l'inscription correspondante au registre 25

6 *Autres modes de divulgation de données de l'état civil*

- 6.1 Renseignements écrits, par registre consulté 30

- 6.2 Collaboration à la consultation des registres à la demande de l'assujetti, autre qu'une vérification du bon déroulement de la consultation, par demi-heure 40

II. Réception de déclarations d'état civil

7 *Enregistrement de liens de filiation hors mariage*

- 7.1 Réception et enregistrement de la reconnaissance par le père de l'enfant 60

- 7.2 Réception et enregistrement de la reconnaissance par la mère étrangère de l'enfant lorsqu'elle est prévue par la loi du pays d'origine 60

- 7.3 Réception du consentement des représentants légaux lorsque l'auteur de la reconnaissance est mineur ou interdit 20

8 *Déclarations concernant le nom*

- 8.1 Réception de déclarations concernant le nom porté après le mariage, lorsqu'elles sont faites après la clôture de la procédure préparatoire du mariage 50

- 8.2 Réception de déclarations concernant le nom porté après la dissolution du mariage 50

- 8.3 Réception de déclarations de soumission du nom au droit national, lorsqu'elles sont faites indépendamment d'une déclaration concernant le nom ou de l'annonce d'une naissance ou après la clôture de la procédure préparatoire du mariage 50

9 *Preuves de données non litigieuses, y compris, le cas échéant, la demande d'autorisation adressée à l'autorité cantonale de surveillance*

- 9.1 Réception de déclarations comme preuves de données non litigieuses déposées en application de l'art. 41 CC 50 à 150

III. Rectification d'inscriptions

- 10 Rectification, complément et radiation d'inscriptions nécessités par la faute de l'assujetti 50

IV. Préparation et célébration du mariage

11	<i>Procédure préparatoire du mariage</i>	Francs
11.1	Réception et examen de demandes d'exécution de la procédure préparatoire du mariage présentées par les fiancés comparaisant simultanément à l'office; sont compris les informations et conseils aux fiancés, la réception des déclarations relatives aux conditions du mariage (déposées conformément à l'art. 98, al. 3, CC), des déclarations concernant le nom après le mariage et des déclarations de soumission du nom au droit national ainsi que la communication de la clôture de la procédure préparatoire	60
11.2	Réception et examen de demandes d'exécution de la procédure préparatoire du mariage présentées par des fiancés comparaisant séparément à l'office; sont compris les informations et conseils aux fiancés, la réception des déclarations relatives aux conditions du mariage (déposées conformément à l'art. 98, al. 3, CC), des déclarations concernant le nom après le mariage et des déclarations de soumission du nom au droit national ainsi que la communication de la clôture de la procédure préparatoire, pour chaque demande	40
11.3	Examen de l'admissibilité de l'exécution de la procédure préparatoire intégralement en la forme écrite	20
11.4	Exécution de la procédure préparatoire intégralement en la forme écrite	60
11.5	Réception du consentement au mariage d'un représentant légal	20
11.6	Réception et transmission de la demande d'autorisation de changement de nom au sens de l'art. 30, al. 2, CC	20
11.7	Réception et transmission à l'autorité cantonale de surveillance de la demande d'autorisation de mariage pour fiancés étrangers non domiciliés en Suisse au sens de l'art. 43, al. 2, de la loi fédérale du 18 décembre 1987 sur le droit international privé ¹³	20
11.8	Délivrance d'une autorisation de célébrer le mariage	50
11.9	Délivrance d'un certificat de capacité matrimoniale	50
11.10	Renonciation à la célébration du mariage ou renvoi de sa date par les fiancés moins de 2 jours ouvrables avant le moment convenu	100
12	<i>Célébration du mariage</i>	
12.1	Célébration pendant les heures ordinaires de bureau	50
12.2	Célébration en dehors des heures ordinaires de bureau	100
12.3	Examen des conditions pour célébrer un mariage de nécessité au sens de l'art. 100, al. 2, CC	20
12.4	Mise à disposition de témoins de mariage, par témoin	20

¹³ RS 291

	Francs
12.5 Célébration dans une langue étrangère à l'arrondissement de l'état civil sans recours à un interprète	50
V. Prestations diverses	
13 Déplacements effectués en relation avec une prestation soumise à émolument, par demi-heure de déplacement	30
14 Examen de dossiers où le droit étranger est ou pourrait être applicable au nom	30 à 150
15 Examen de pièces étrangères provoquant un surcroît de travail important par rapport à l'examen de pièces suisses	30 à 150
16 Entremise pour l'obtention d'expertises ou de traductions (y compris l'attribution du mandat à l'expert, interprète ou traducteur)	20
17 Légalisation d'une signature (effectuée indépendamment de la délivrance d'un document soumis à émolument)	15
18 Etablissement de photocopies (non certifiées conformes) indépendamment de la confection de documents d'état civil ou de copies de pièces justificatives, par page	2
19 Apposition d'un certificat de conformité sur une copie de document (par exemple, copie de pièce d'identité jointe au dossier de mariage)	15
20 Etablissement d'un devis ou d'un décompte détaillé des frais à la demande de l'assujetti selon l'art. 8, par page	10
21 Commande de documents d'état civil sur mandat de l'assujetti, pour chaque service auquel la commande doit être adressée	
21.1 – Commande adressée à une autorité suisse	25
21.2 – Commande adressée à une autorité étrangère	50
22 Envoi de documents par télécopie, en plus de l'envoi postal	10
23 Recouvrement d'émoluments impayés	
Interpellation écrite de l'assujetti au terme du délai de paiement, par rappel (au maximum envoi de trois rappels)	15
24 Avis de droit et renseignements juridiques, par demi-heure	40

VI. Prestations effectuées sur la base d'une délégation de compétence de l'autorité cantonale de surveillance de l'état civil.

L'annexe 2 est applicable.

Annexe 2
(art. 4, let. b)

Emoluments pour les prestations des autorités cantonales de surveillance de l'état civil

1	<i>Divulgation de données de l'état civil</i>	Francs
	Examen de demandes d'autorisation de divulguer ou de consulter des données de l'état civil, de délivrer des copies complètes d'inscriptions ou des copies certifiées conformes de pièces justificatives	20 à 200
2	<i>Déclarations d'état civil</i>	
2.1	Examen d'une demande d'autorisation de recevoir une déclaration concernant le nom porté après la dissolution du mariage, lorsque des pièces étrangères sont présentées (art. 177b, al. 3, OEC ¹⁴)	20 à 200
2.2	Réception de déclarations de soumission du nom au droit national en rapport avec la survenance d'un fait d'état civil à l'étranger (art. 177d, al. 2, OEC)	50
2.3	Examen d'une demande d'autorisation de recevoir une déclaration comme preuve de données non litigieuses en application de l'art. 41 CC	50 à 200
3	<i>Livret de famille</i>	
	Examen de demandes d'autorisation relative à la délivrance ou à la mise à jour du livret de famille d'un étranger	20 à 100
4	<i>Rectification d'inscriptions</i>	
	Rectification, complément et radiation d'inscriptions nécessités par la faute de l'assujetti	50 à 500
5	<i>Préparation et célébration du mariage</i>	
5.1	Examen d'une demande d'autorisation de mariage présentée par des fiancés étrangers non domiciliés en Suisse	50 à 300
5.2	Examen d'une demande d'autorisation de célébrer le mariage conformément au droit national de l'un des fiancés	50 à 300
5.3	Examen d'une demande d'autorisation de restituer des pièces du dossier de mariage	50
6	<i>Décisions et actes étrangers concernant l'état civil</i>	
6.1	Commande de décisions ou d'actes étrangers, traduits et légalisés, auprès d'une représentation diplomatique ou consulaire suisse à l'étranger, via l'Office fédéral de l'état civil, par dossier	50

¹⁴ RS 211.112.1

	Francs	
6.2	Commande de décisions ou d'actes concernant l'état civil, auprès d'un service étranger	
6.2.1	– Emolument de base	40
6.2.2	– Par commande additionnelle auprès d'un autre service, en sus	10
7	<i>Recours abusifs contre des décisions d'offices de l'état civil</i>	
	Examen de recours téméraires ou interjetés à la légèrè	50 à 500
8	<i>Prestations diverses</i>	
8.1	Etablissement de photocopies (non certifiées conformes), par page	2
8.2	Apposition d'un certificat de conformité sur une copie de document (p. ex. copie de pièce d'identité jointe au dossier de mariage)	15
8.3	Entremise pour l'obtention d'expertises ou de traductions (y compris l'attribution du mandat à l'expert, interprète ou traducteur)	20
8.4	Etablissement d'un devis ou d'un décompte détaillé des frais à la demande de l'assujetti selon l'art. 8, par page	10
8.5	Recouvrement d'émoluments impayés	
	Interpellation écrite de l'assujetti au terme du délai de paiement, par rappel (au maximum envoi de trois rappels)	15
8.6	Avis de droit et renseignements juridiques, par demi-heure	50 à 70
9	<i>Prestations effectuées par l'autorité cantonale de surveillance de l'état civil lorsqu'elle supplée un office de l'état civil</i>	
	L'annexe 1 est applicable.	

Annexe 3
(art. 4, let. c)

Emoluments pour les prestations des représentations de la Suisse à l'étranger

I. Echange d'actes entre la Suisse et l'étranger

1	<i>Transmission de documents d'état civil étrangers</i>	Francs
	Il n'est pas perçu d'émolument pour la traduction et la légalisation de documents destinés à être transcrits dans les registres de l'état civil suisses lorsque ces opérations peuvent être effectuées par le personnel des représentations. Les frais relatifs à l'intervention de tiers sont remboursés à titre de débours.	
1.1	Certificat de conformité de traductions confiées à des tiers	20
1.2	Démarches visant à l'obtention de documents d'état civil lorsqu'une simple demande adressée à l'autorité étrangère ne suffit pas, par demi-heure	60
1.3	Expertises effectuées sur instruction d'offices de l'état civil, d'autorités cantonales de surveillance ou de l'Office fédéral de l'état civil (recherche de documentation, investigations menées pour élucider un état de fait, entremise pour l'obtention d'expertises, etc.), par demi-heure	60
2	<i>Commande de documents d'état civil suisses</i>	
	Il n'est pas perçu d'émolument pour la commande de documents tirés des registres d'état civil suisses ou de confirmations de droit de cité.	

II. Coopération à l'exécution de tâches de l'état civil

3	<i>Déclarations concernant le nom</i>	
3.1	Réception de déclarations concernant le nom porté après le mariage, lorsqu'elles sont faites indépendamment du dépôt de la demande en exécution de la procédure préparatoire du mariage ou des déclarations relatives aux conditions du mariage (reçues conformément à l'art. 98, al. 3, CC)	50
3.2	Réception de déclarations concernant le nom porté après la dissolution du mariage	50
3.3	Réception de déclarations de soumission du nom au droit national, lorsqu'elles ne sont pas faites avec une déclaration concernant le nom ou la demande en exécution de la procédure préparatoire du mariage	50

Francs

- 4 *Préparation du mariage*
- 4.1 Mariage prévu en Suisse
Réception de demandes d'exécution de la procédure préparatoire du mariage présentées par un fiancé ou les deux ensemble; sont compris les informations et conseils aux fiancés, la réception des déclarations relatives aux conditions du mariage (reçues conformément à l'art. 98, al. 3, CC), des déclarations concernant le nom après le mariage et des déclarations de soumission du nom au droit national 50
- 4.2 Mariage prévu à l'étranger
Commande d'un certificat de capacité matrimoniale dans la mesure où la représentation reçoit des déclarations relatives aux conditions du mariage (déposée conformément à l'art. 98, al. 3, CC) 50

III. Prestations des représentations de la Suisse à l'étranger auxquelles ont été conférées des attributions d'officiers de l'état civil

L'annexe 1 est applicable.

Annexe 4¹⁵
(art. 4, let. d)

Emoluments pour les prestations de l'Office fédéral de l'état civil

<i>1</i>	<i>Actes suisses de l'état civil</i>	Francs
1.1	Commande et transmission d'extraits de registres, pour chaque office de l'état civil auquel la commande doit être adressée	25
1.2	Demande de légalisation auprès de représentations étrangères en Suisse, de chancelleries cantonales et de la Chancellerie fédérale, pour chaque bureau de légalisation	25
<i>2</i>	<i>Actes étrangers de l'état civil</i>	
2.1	Commande d'actes traduits et légalisés auprès d'une représentation diplomatique ou consulaire suisse à l'étranger	
2.1.1	– Emolument de base par dossier	40
2.1.2	– Par commande additionnelle auprès d'une autre représentation, en sus	15
2.2	Demande de traductions sommaires, de légalisations et/ou d'examen d'authenticité d'actes déjà établis, auprès d'une représentation diplomatique ou consulaire suisse à l'étranger	
2.2.1	– Emolument de base par dossier	40
2.2.2	– Par demande additionnelle auprès d'une autre représentation, en sus	15
<i>3</i>	<i>Transmission de documents</i>	
3.1	Confirmation du droit de cité	
3.1.1	– Emolument de base	15
3.1.2	– Supplément en cas de vérification téléphonique ou par télécopie	15
3.2	Certificat de capacité matrimoniale suisse	15
3.3	Autorisation de célébrer le mariage	15
3.4	Transmission de décisions ou d'actes suisses concernant l'état civil	15
	Cet émolument peut être supprimé si la décision à transmettre est elle-même rendue gratuitement.	
<i>4</i>	<i>Extraits de registres, ou de leurs doubles, tenus à l'étranger par des représentations suisses, complets ou abrégés, établis sur formule suisse ou internationale</i>	
4.1	Acte de naissance	25
4.2	Acte de décès	25
4.3	Acte de mariage	25
4.4	Acte de reconnaissance	25

¹⁵ Mise à jour de l'art. 27 de l'O du 4 déc. 2000 sur la procréation médicalement assistée (RS 814.902.2).

5	<i>Avis de droit et renseignements juridiques</i> par demi-heure	50 à 70
		Francs
6	<i>Prestations diverses</i>	
6.1	Etablissement de photocopies, par page	2
6.2	Entremise pour l'obtention d'expertises ou de traductions (y compris l'attribution du mandat à l'expert, interprète ou traducteur)	20
6.3	Etablissement d'un devis ou d'un décompte détaillé des frais à la demande de l'assujetti selon l'art. 8, par page	10
6.4	Recouvrement d'émoluments impayés Interpellation écrite de l'assujetti au terme du délai de paiement, par rappel (au maximum envoi de trois rappels)	15
7	<i>Emoluments concernant le registre des donneurs de sperme</i>	
7.1	Inscription des données relatives au donneur, par naissance ou date présumée de la naissance, à payer par le médecin traitant	100
7.2	Traitement de la demande d'information faite par l'enfant	30

